



Union
syndicale
Solidaires

Communiqué de presse

Paris, le 13 septembre 2022

Lycées professionnels : Macron veut tout détruire

L'annonce de l'augmentation de 50% des périodes de stage en entreprise en lycées professionnels est désormais actée par la présidence et le gouvernement, et ce dès la rentrée 2023. Elle s'accompagne d'une mise en place locale des formations et des volumes d'enseignement, à la carte, lycée par lycée. Et met au cœur du réacteur le « monde de l'entreprise ».

Soyons clairs : Macron annonce la destruction des lycées professionnels.

Un ministère aux ordres du patronat

Les conséquences s'annoncent désastreuses pour les plus de 600 000 élèves de la voie professionnelle, un tiers de la jeunesse scolarisée dans le second degré.

L'augmentation des périodes de stage aura pour seule conséquence d'affaiblir les enseignements dispensés en lycée professionnel, alors que la précédente transformation de la voie pro en avait déjà supprimé des centaines !

Nous le disons avec force, réduire le volume des enseignements c'est réduire la capacité des élèves de LP à trouver les voies de leur émancipation.

Annoncer que les élèves d'une même classe n'iront pas en stage en même temps c'est, de fait, en finir avec leur encadrement pédagogique par des professionnels de l'éducation et laisser les stages sous le seul contrôle des patrons.

Le modèle du Lycée professionnel selon Macron, c'est un endroit où les entreprises fixent les programmes, prennent les décisions et se servent en stagiaires... mais où c'est l'argent public qui paie ce qu'il reste encore de profs et de chauffage.

En annonçant vouloir satisfaire les « besoins immédiats des entreprises », le but poursuivi est limpide : faire de cette

Fédération SUD Éducation

31 rue de la Grange aux Belles,
75010 Paris

01 58 39 30 12

fede@sudeducation.org

www.sudeducation.org



jeunesse populaire une main d'œuvre vouée aux tâches d'exécution et soumise aux desiderata des patronats locaux.

Mensonges partout, justice nulle part

La nomination d'une ministre à la formation professionnelle sous double tutelle ministérielle de l'éducation et du travail était un très mauvais signe.

Les dernières déclarations de la ministre ne laissent plus de doute : le mensonge est érigé en communication gouvernementale.

Elle invente le chiffre d'un lycéen professionnel sur 3 amené jusqu'aux diplômes quand le taux d'accès est de 73 % pour le CAP et de 68 % pour le Bac Pro.

Contrairement à l'apprentissage qui n'amène qu'un·e élève sur deux jusqu'au diplôme ! Pourtant c'est bien l'apprentissage que le gouvernement veut plus encore développer au sein de la voie pro. Là encore au détriment des enseignements.

Ils veulent tout détruire : nous ne laisserons pas faire

Bien sûr ces annonces auront des conséquences immédiates et sans commune mesure avec ce que nous avons vécu ces dernières années : tant pour les collègues contractuel·les que pour les titulaires. Les suppressions de postes s'annoncent massives et, sous prétexte de « flexibilité dans les établissements », c'est l'annualisation du temps de travail qui se prépare. Le statut des PLP est promis à un sabordage en bonne et due forme.

Surtout c'est la guerre de toutes et tous contre toutes et tous qui est promue : chaque collègue sera invité à piquer les heures de l'autre, chaque lycée à couler les formations de celui d'à côté. On ne peut pas laisser faire.

Une large intersyndicale de la voie professionnelle s'est mise en place et doit se revoir le 22 septembre.

SUD éducation en est pleinement partie prenante est appelle les personnels à traduire cette unité dans les faits : réunissons-nous partout dans nos lycées, en heure d'information syndicale, en AG. Préparons une mobilisation d'ampleur de l'ensemble des personnels de la voie professionnelle, par la grève, pour battre Macron et sauver les Lycées professionnels.

Fédération SUD Éducation

📍 31 rue de la Grange aux Belles,
75010 Paris

☎ 01 58 39 30 12

✉ fede@sudeducation.org

🌐 www.sudeducation.org

